

1990

c B.18 Business Practices Act/Loi sur les pratiques de commerce

Ontario

© Queen's Printer for Ontario, 1990

Follow this and additional works at: <http://digitalcommons.osgoode.yorku.ca/rso>

Bibliographic Citation

Business Practices Act, RSO 1990, c B.18 / *Loi sur les pratiques de commerce*, SRO 1990, c B.18

Repository Citation

Ontario (1990) "c B.18 Business Practices Act/Loi sur les pratiques de commerce," *Ontario: Revised Statutes*: Vol. 1990: Iss. 1, Article 55.

Available at: <http://digitalcommons.osgoode.yorku.ca/rso/vol1990/iss1/55>

CHAPTER B.18

Business Practices Act

Definitions

1. In this Act,

“business premises” does not include a dwelling; (“locaux commerciaux”)

“consumer” means a natural person but does not include a natural person, partnership or association of individuals acting in the course of carrying on business; (“consommateur”)

“consumer representation” means a representation, statement, offer, request or proposal,

(a) made respecting or with a view to the supplying of goods or services, or both, to a consumer, or

(b) made for the purpose of or with a view to receiving consideration for goods or services, or both, supplied or purporting to have been supplied to a consumer; (“assertion relative au consommateur”)

“Director” means the Director under the *Ministry of Consumer and Commercial Relations Act*; (“directeur”)

“dwelling” means a premises or any part thereof occupied as living accommodation; (“logement”)

“goods” means chattels personal or any right or interest therein other than things in action and money, including chattels that become fixtures but not including securities as defined in the *Securities Act*; (“biens”)

“Minister” means the Minister of Consumer and Commercial Relations; (“ministre”)

“regulations” means the regulations made under this Act; (“règlements”)

“services” means services,

(a) provided in respect of goods or of real property, or

(b) provided for social, recreational or self-improvement purposes, or

(c) that are in their nature instructional or educational; (“services”)

“Tribunal” means The Commercial Registration Appeal Tribunal under the *Ministry of*

CHAPITRE B.18

Loi sur les pratiques de commerce

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. Définitions

«assertion relative au consommateur» Assertion, déclaration, offre, demande ou proposition faite :

a) au sujet de biens et de services, ou de l'un des deux, ou dans l'intention de les fournir au consommateur,

b) dans le but ou l'intention de recevoir une contrepartie pour les biens et services, ou de l'un des deux, fournis ou paraissant être fournis au consommateur. («consumer representation»)

«biens» Biens meubles, droits ou intérêts qui s'y rattachent autres que des choses non possessoires et des sommes d'argent, y compris les biens meubles qui deviennent des accessoires fixes, à l'exclusion des valeurs mobilières au sens de la *Loi sur les valeurs mobilières*. («goods»)

«Commission» La Commission d'appel des enregistrements commerciaux constituée en vertu de la *Loi sur le ministère de la Consommation et du Commerce*. («Tribunal»)

«consommateur» Personne physique, à l'exclusion de la personne physique, de la société en nom collectif ou de l'association de personnes qui agissent dans le cadre habituel de leur commerce. («consumer»)

«directeur» Le directeur nommé en vertu de la *Loi sur le ministère de la Consommation et du Commerce*. («Director»)

«locaux commerciaux» Exclut un logement. («business premises»)

«logement» Local ou partie de local qui sert d'habitation. («dwelling»)

«ministre» Le ministre de la Consommation et du Commerce. («Minister»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

«services» Services qui, selon le cas :

a) se rapportent à des biens ou à des biens immeubles,

Consumer and Commercial Relations Act.
("Commission") R.S.O. 1980, c. 55, s. 1.

Unfair practices

2. For the purposes of this Act, the following shall be deemed to be unfair practices:

1. A false, misleading or deceptive consumer representation including, but without limiting the generality of the foregoing,
 - i. a representation that the goods or services have sponsorship, approval, performance characteristics, accessories, uses, ingredients, benefits or quantities they do not have,
 - ii. a representation that the person who is to supply the goods or services has sponsorship, approval, status, affiliation or connection the person does not have,
 - iii. a representation that the goods are of a particular standard, quality, grade, style or model, if they are not,
 - iv. a representation that the goods are new, or unused, if they are not or are reconditioned or reclaimed, provided that the reasonable use of goods to enable the seller to service, prepare, test and deliver the goods for the purpose of sale shall not be deemed to make the goods used for the purposes of this subparagraph,
 - v. a representation that the goods have been used to an extent that is materially different from the fact,
 - vi. a representation that the goods or services are available for a reason that does not exist,
 - vii. a representation that the goods or services have been supplied in accordance with a previous representation, if they have not,

- b) sont fournis à des fins sociales, récréatives ou à des fins de développement personnel,
- c) sont, de par leur nature, instructifs ou éducatifs. («services») L.R.O. 1980, chap. 55, art. 1.

2 Pour l'application de la présente loi, les assertions suivantes sont réputées des pratiques déloyales :

Pratiques déloyales

1. Une assertion relative au consommateur, laquelle est fausse, trompeuse ou mensongère, y compris notamment :
 - i. une assertion selon laquelle les biens et services ont un parrainage, une approbation, des qualités de rendement, ou des accessoires, des usages, des composants, des avantages ou des quantités qu'ils n'ont pas,
 - ii. une assertion qui laisse croire à tort que la personne qui doit fournir les biens ou les services bénéficie d'un parrainage, d'une approbation, d'une capacité, d'une adhésion ou d'une relation quelconque,
 - iii. une assertion qui attribue à tort aux biens une norme, une qualité, une catégorie, un style ou un modèle particuliers,
 - iv. une assertion selon laquelle les biens sont neufs ou n'ont pas servi, alors que ce n'est pas le cas, ou qu'ils ont été remis en état ou récupérés, pourvu toutefois qu'un usage raisonnable de ces biens qui permet au vendeur de les entretenir, de les mettre au point, de les vérifier et de les livrer en vue de les mettre en vente n'ait pas pour effet de faire que ces biens soient considérés comme ayant servi pour l'application de la présente sous-disposition,
 - v. une assertion selon laquelle les biens ont été utilisés dans une mesure sensiblement différente de la réalité,
 - vi. une assertion selon laquelle les biens ou les services sont offerts pour des raisons qui n'existent pas,
 - vii. une assertion selon laquelle les biens ou les services ont été fournis conformément à une assertion antérieure, alors qu'il n'en est rien,

- viii. a representation that the goods or services or any part thereof are available to the consumer when the person making the representation knows or ought to know they will not be supplied,
 - ix. a representation that a service, part, replacement or repair is needed, if it is not,
 - x. a representation that a specific price advantage exists, if it does not,
 - xi. a representation that misrepresents the authority of a salesperson, representative, employee or agent to negotiate the final terms of the proposed transaction,
 - xii. a representation that the proposed transaction involves or does not involve rights, remedies or obligations if the representation is false or misleading,
 - xiii. a representation using exaggeration, innuendo or ambiguity as to a material fact or failing to state a material fact if such use or failure deceives or tends to deceive,
 - xiv. a representation that misrepresents the purpose or intent of any solicitation of or any communication with a consumer.
2. An unconscionable consumer representation made in respect of a particular transaction and in determining whether or not a consumer representation is unconscionable there may be taken into account that the person making the representation or the person's employer or principal knows or ought to know,
- i. that the consumer is not reasonably able to protect his or her interests because of physical infirmity, ignorance, illiteracy, inability to understand the language of an agreement or similar factors,
 - ii. that the price grossly exceeds the price at which similar goods or services are readily available to like consumers,
- viii. une assertion selon laquelle les biens ou les services sont à la disposition du consommateur, en totalité ou en partie, alors que celui qui fait l'assertion sait ou devrait savoir qu'ils ne seront pas fournis,
 - ix. une assertion selon laquelle un service, une pièce, un remplacement ou une réparation est nécessaire, alors qu'il n'en est rien,
 - x. une assertion selon laquelle le prix comporte un avantage précis, alors qu'il n'en est rien,
 - xi. une assertion qui représente fausement le pouvoir du vendeur, du représentant, de l'employé ou du mandataire de négocier les conditions définitives de l'affaire proposée,
 - xii. une assertion selon laquelle l'affaire proposée comporte ou ne comporte pas des droits, recours ou obligations, alors que l'assertion est fausse ou trompeuse,
 - xiii. une assertion qui comporte une exagération, une insinuation ou une ambiguïté concernant un fait important ou qui le passe sous silence, alors que l'assertion induit ou tend à induire le consommateur en erreur,
 - xiv. une assertion qui est trompeuse à l'égard du but ou de l'intention d'une sollicitation faite auprès du consommateur ou d'un contact avec lui.
2. Une assertion relative au consommateur qui se rapporte à une affaire particulière et qui est abusive, et, afin de déterminer si une assertion relative au consommateur est abusive ou non, il peut être tenu compte du fait que la personne qui fait l'assertion, son employeur ou son mandant sait ou devrait savoir :
- i. que le consommateur n'est pas raisonnablement en mesure de protéger ses intérêts du fait d'un handicap physique, de son ignorance, de son analphabétisme, de son inaptitude à comprendre le langage d'un accord ou de raisons similaires,
 - ii. que le prix est nettement supérieur à celui qui est payé pour des biens et services semblables par d'autres consommateurs qui peuvent facilement les obtenir,

- iii. that the consumer is unable to receive a substantial benefit from the subject-matter of the consumer representation,
- iv. that there is no reasonable probability of payment of the obligation in full by the consumer,
- v. that the proposed transaction is excessively one-sided in favour of someone other than the consumer,
- vi. that the terms or conditions of the proposed transaction are so adverse to the consumer as to be inequitable,
- vii. that he or she is making a misleading statement of opinion on which the consumer is likely to rely to his or her detriment,
- viii. that he or she is subjecting the consumer to undue pressure to enter into the transaction.

3. Such other consumer representations under paragraph 1 as are prescribed by the regulations made in accordance with section 16. R.S.O. 1980, c. 55, s. 2.

Unfair practices prohibited

3.—(1) No person shall engage in an unfair practice.

One act deemed practice

(2) A person who performs one act referred to in section 2 shall be deemed to be engaging in an unfair practice. R.S.O. 1980, c. 55, s. 3.

Rescission

4.—(1) Subject to subsection (2), any agreement, whether written, oral or implied, entered into by a consumer after a consumer representation that is an unfair practice and that induced the consumer to enter into the agreement,

- (a) may be rescinded by the consumer and the consumer is entitled to any remedy therefor that is at law available, including damages; or
- (b) where rescission is not possible because restitution is no longer possible, or because rescission would deprive a third party of a right in the subject-matter of the agreement that the third party has acquired in good faith and for value, the consumer is entitled to recover the amount by which the amount paid under the agreement exceeds the fair value of the goods or services received under the agreement or damages, or both.

Exemplary damages

(2) Where the unfair practice referred to in subsection (1) comes within paragraph 2 of

- iii. que le consommateur est incapable de retirer un avantage important de l'objet de l'assertion relative au consommateur,
- iv. qu'il n'existe pas de possibilités raisonnables que le consommateur s'acquitte pleinement de son obligation,
- v. que l'affaire proposée est nettement orientée en faveur d'une personne autre que le consommateur,
- vi. que les conditions de l'affaire proposée sont si contraires aux intérêts du consommateur qu'elles en sont injustes,
- vii. qu'il émet une opinion trompeuse à laquelle le consommateur est susceptible d'ajouter foi, à son préjudice,
- viii. qu'il exerce sur le consommateur une pression induite visant la conclusion d'une affaire.

3. D'autres assertions relatives au consommateur aux termes de la disposition 1 comme le prescrivent les règlements pris en application de l'article 16. L.R.O. 1980, chap. 55, art. 2.

3 (1) Nul ne doit se livrer à une pratique déloyale.

Interdiction des pratiques déloyales

(2) La personne qui accomplit un acte visé à l'article 2 est réputée se livrer à une pratique déloyale. L.R.O. 1980, chap. 55, art. 3.

Un acte est réputé une pratique déloyale

4 (1) Sous réserve du paragraphe (2), tout accord, qu'il soit écrit, verbal ou tacite, conclu par un consommateur à la suite d'une assertion relative au consommateur qui constitue une pratique déloyale et qui a incité le consommateur à conclure le contrat :

Résiliation du contrat

- a) peut être résilié par le consommateur qui peut se prévaloir des recours que la loi lui accorde, y compris les dommages-intérêts;
- b) si la résiliation est impossible parce que la restitution ne peut plus se faire ou parce que la résiliation priverait un tiers d'un droit dans l'objet de l'accord qu'il a acquis de bonne foi et contre valeur reçue, le consommateur a le droit de recouvrer la partie de la somme payée aux termes de l'accord qui excède la juste valeur des biens ou des services obtenus ou de réclamer des dommages-intérêts, ou les deux.

(2) Si la pratique déloyale mentionnée au paragraphe (1) est une de celles visées à la

Dommages-intérêts exemplaires

section 2, the court may award exemplary or punitive damages.

Liability

(3) Each person who makes the consumer representation referred to in subsection (1) is liable jointly and severally with the person who entered into the agreement with the consumer for any amount that the consumer is entitled to under subsections (1) and (2).

Liability of assignee

(4) Despite subsection 31 (2) of the *Consumer Protection Act*, the liability of an assignee of an agreement under subsection (1) or of any right to payment thereunder is limited to the amount paid to the assignee under the agreement.

Time for rescission

(5) A remedy conferred by subsection (1) may be claimed by the giving of notice of the claim by the consumer in writing to each other party to the agreement within six months after the agreement is entered into.

Delivery of notice

(6) A notice under subsection (5) may be delivered personally or sent by registered mail addressed to the person to whom delivery is required to be made, and delivery by registered mail shall be deemed to have been made at the time of mailing.

Evidence

(7) In the trial of an issue under subsection (1), oral evidence respecting an unfair practice is admissible despite the fact that there is a written agreement and despite the fact that the evidence pertains to a representation of a term, condition or undertaking that is or is not provided for in the agreement.

Application

(8) This section applies despite any agreement or waiver to the contrary.

Advertisers excepted from subs. (3)

(9) Subsection (3) does not apply to a person who, on behalf of another person, prints, publishes, distributes, broadcasts or telecasts a representation or an advertisement that the person accepts in good faith for printing, publishing, distributing, broadcasting or telecasting in the ordinary course of business. R.S.O. 1980, c. 55, s. 4.

Duties of Director

5. The Director shall,

- (a) perform such duties and exercise such powers as are given to or conferred upon the Director under this or any other Act;
- (b) receive and act on or mediate complaints respecting unfair practices;
- (c) maintain available for public inspection a record of,
 - (i) assurances of voluntary compliance entered into under this Act,

disposition 2 de l'article 2, le tribunal peut accorder des dommages-intérêts exemplaires.

(3) Quiconque fait l'assertion relative au consommateur mentionnée au paragraphe (1) est solidairement responsable avec la personne qui a conclu l'accord des sommes auxquelles le consommateur a droit aux termes des paragraphes (1) et (2).

Responsabilité

(4) Malgré le paragraphe 31 (2) de la *Loi sur la protection du consommateur*, la responsabilité du cessionnaire d'un accord visé au paragraphe (1) ou du droit à un paiement prévu par celui-ci se limite à la somme qu'il a reçue aux termes de cet accord.

Responsabilité du cessionnaire

(5) Le recours prévu au paragraphe (1) peut s'exercer au moyen d'un avis écrit que donne le consommateur aux autres parties à l'accord dans les six mois de la conclusion de cet accord.

Délai

(6) L'avis prévu au paragraphe (5) peut être remis à personne ou envoyé par courrier recommandé adressé au destinataire. La remise par courrier recommandé est réputée effectuée au moment de la mise à la poste.

Remise de l'avis

(7) Au procès portant sur un litige prévu au paragraphe (1), le témoignage oral relatif à une pratique déloyale est recevable même s'il existe un accord écrit et que le témoignage se rapporte à une assertion relative à une condition ou un engagement prévus ou non dans l'accord.

Preuve

(8) Le présent article s'applique malgré l'accord ou la renonciation à l'effet contraire.

Application

(9) Le paragraphe (3) ne s'applique pas à la personne qui, au nom d'une autre, imprime, publie, distribue, radiodiffuse ou télédiffuse une assertion ou un message publicitaire qu'elle a acceptés de bonne foi à cette fin dans le cours ordinaire de son commerce. L.R.O. 1980, chap. 55, art. 4.

Par. (3)—Publicitaire exempté

5 Le directeur :

Fonctions du directeur

- a) s'acquitte des fonctions qui lui sont assignées et exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par la présente loi ou une autre loi;
- b) reçoit et entend les plaintes relatives à des pratiques déloyales ou s'en fait le médiateur;
- c) assure, à des fins d'examen, l'accès du public au registre :
 - (i) des garanties d'observation volontaire fournies en vertu de la présente loi,

- (ii) orders to cease engaging in unfair practices issued under this Act. R.S.O. 1980, c. 55, s. 5.

- (ii) des ordres donnés en vertu de la présente loi en vue de mettre fin à des pratiques déloyales. L.R.O. 1980, chap. 55, art. 5.

Order to
cease unfair
practice

6.—(1) Where the Director believes on reasonable and probable grounds that any person is engaging or has engaged in an unfair practice, the Director may order such person to comply with section 3 in respect of the unfair practice specified in the order.

Notice of
proposal

(2) Where the Director proposes to make an order under subsection (1), the Director shall serve notice of the proposal on each person to be named in the order together with written reasons therefor.

Request for
hearing

(3) A notice under subsection (2) shall inform each person to be named in the order that the person is entitled to a hearing by the Tribunal if he, she or it mails or delivers within fifteen days after the notice under subsection (2) is served notice in writing requiring a hearing to the Director and the Tribunal and the person may so require such a hearing.

Failure to
request
hearing

(4) Where a person upon whom a notice is served under subsection (2) does not require a hearing by the Tribunal in accordance with subsection (3), the Director may carry out the proposal stated in the notice.

Hearing

(5) Where a person requires a hearing by the Tribunal in accordance with subsection (3), the Tribunal shall appoint a time for and hold the hearing and, on the application of the Director at the hearing, may by order direct the Director to carry out the proposal or to refrain from carrying out the proposal and to take such action as the Tribunal considers the Director ought to take in accordance with this Act and the regulations and for such purposes the Tribunal may substitute its opinion for that of the Director.

Conditions

(6) The Tribunal may attach such terms and conditions to its order as it considers proper to give effect to the purposes of this Act.

Parties

(7) The Director and the person who has required the hearing and such other persons as the Tribunal may specify are parties to proceedings before the Tribunal under this section. R.S.O. 1980, c. 55, s. 6.

Order for
immediate
compliance

7.—(1) Despite section 6, the Director may make an order under subsection 6 (1) to take effect immediately where, in the Director's opinion, to do so is necessary for the protection of the public and, subject to subsections (3) and (4), the order takes effect immediately.

Notice of
order

(2) Where the Director makes an order under subsection (1), he or she shall serve

6 (1) Si le directeur a des motifs raisonnables et probables de croire qu'une personne se livre ou s'est livrée à une pratique déloyale, il peut lui ordonner de se conformer à l'article 3 à l'égard de la pratique déloyale précisée dans l'ordre.

Ordre du
directeur

(2) Si le directeur a l'intention de donner un ordre en vertu du paragraphe (1), il signifie un avis de son intention, accompagné des motifs, à chaque personne désignée dans l'ordre.

Avis

(3) L'avis prévu au paragraphe (2) informe chaque personne désignée dans l'ordre qu'elle a droit à une audience devant la Commission si elle poste ou remet un avis écrit à cet effet au directeur et à la Commission dans les quinze jours qui suivent la signification de l'avis visé au paragraphe (2). La personne peut exiger une audience de cette façon.

Demande
d'audience

(4) Si une personne à qui un avis est signifié aux termes du paragraphe (2) n'exige pas d'audience devant la Commission conformément au paragraphe (3), le directeur peut donner suite à l'intention énoncée dans l'avis.

Défaut de
demande

(5) Si une personne exige une audience devant la Commission conformément au paragraphe (3), la Commission fixe la date et l'heure de l'audience et la tient. Elle peut, à la requête du directeur présentée à l'audience, ordonner à celui-ci de donner suite à son intention ou de s'en abstenir et de prendre les mesures qu'elle estime qu'il devrait prendre conformément à la présente loi et aux règlements. À cette fin, la Commission peut substituer son opinion à celle du directeur.

Audience

(6) La Commission peut assortir son ordonnance des conditions qu'elle considère appropriées pour réaliser les objets de la présente loi.

Conditions

(7) Le directeur, l'auteur de la demande et les personnes que peut indiquer la Commission sont parties à l'instance introduite devant la Commission en vertu du présent article. L.R.O. 1980, chap. 55, art. 6.

Parties en
cause

7 (1) Malgré l'article 6, le directeur peut prévoir l'entrée en vigueur immédiate de l'ordre qu'il donne en vertu du paragraphe 6 (1), s'il est d'avis que la protection du public l'exige. Sous réserve des paragraphes (3) et (4), l'ordre entre en vigueur immédiatement.

Entrée en
vigueur
immédiate de
l'ordre

(2) Si le directeur donne un ordre en vertu du paragraphe (1), il en signifie une copie,

Avis

each person named in the order with a copy of the order together with written reasons therefor and a notice containing the information required to be in a notice referred to in subsections 6 (2) and (3).

Hearing

(3) Where a person named in the order requires a hearing by the Tribunal in accordance with the notice under subsection (2), the Tribunal shall appoint a time for and hold the hearing and may confirm or set aside the order or exercise such other powers as may be exercised in a proceeding under section 6.

Expiration of order

(4) Where a hearing by the Tribunal is required, the order expires fifteen days after the giving of the notice requiring the hearing but, where the hearing is commenced before the expiration of the order, the Tribunal may extend the time of expiration until the hearing is concluded.

Parties

(5) The Director and the person who has required the hearing and such other persons having a direct interest in the order as the Tribunal may specify are parties to proceedings before the Tribunal under this section. R.S.O. 1980, c. 55, s. 7.

Stay

8. Despite the fact that, under section 11 of the *Ministry of Consumer and Commercial Relations Act*, an appeal is taken from an order of the Tribunal made under section 6 or 7, the order takes effect immediately but the Tribunal may grant a stay until the disposition of the appeal. R.S.O. 1980, c. 55, s. 8.

Assurance of voluntary compliance

9.—(1) Any person against whom the Director proposes to make an order to comply with section 3 may enter into a written assurance of voluntary compliance in the prescribed form undertaking to not engage in the specified unfair practices after the date thereof.

Assurance deemed order

(2) Where an assurance of voluntary compliance is accepted by the Director, the assurance has and shall be given for all purposes of this Act the force and effect of an order made by the Director.

Undertakings

(3) An assurance of voluntary compliance may include such undertakings as are acceptable to the Director and the Director may receive a bond and collateral therefor as security for the reimbursement of consumers and reimbursement of the Treasurer of Ontario for investigation and other costs in such amount as is satisfactory to the Director. R.S.O. 1980, c. 55, s. 9.

Investigations by order of Minister

10. The Minister may by order appoint a person to make an investigation into any

accompagnée des motifs écrits, à chaque personne qui y est désignée. Il y joint un avis comportant les renseignements qui doivent être dans l'avis prévu aux paragraphes 6 (2) et (3).

Audience

(3) Si une personne désignée dans l'ordre exige une audience devant la Commission, conformément à l'avis prévu au paragraphe (2), celle-ci fixe la date et l'heure de l'audience et la tient. La Commission peut alors confirmer ou annuler l'ordre ou exercer les autres pouvoirs qui peuvent l'être au cours d'une instance introduite aux termes de l'article 6.

Ordre caduc

(4) Si une demande d'audience est adressée à la Commission, l'ordre prend fin quinze jours après la remise de l'avis de demande d'audience. Toutefois, la Commission peut proroger le délai d'expiration jusqu'à la conclusion de l'audience, si celle-ci a débuté avant que se termine ce délai.

Parties en cause

(5) Le directeur, la personne qui a demandé une audience et les autres personnes qui sont directement intéressées à l'ordre, et que la Commission peut indiquer, sont parties à l'instance devant la Commission aux termes du présent article. L.R.O. 1980, chap. 55, art. 7.

Suspension

8 Même si un appel est interjeté, en vertu de l'article 11 de la *Loi sur le ministère de la Consommation et du Commerce*, de l'ordonnance de la Commission rendue en vertu de l'article 6 ou 7, l'ordonnance entre en vigueur immédiatement. La Commission peut toutefois suspendre l'ordonnance jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'appel. L.R.O. 1980, chap. 55, art. 8.

Garantie d'observation volontaire

9 (1) La personne à qui le directeur a l'intention d'ordonner de se conformer à l'article 3 peut fournir une garantie écrite d'observation volontaire selon la formule prescrite, en vertu de laquelle elle s'engage à ne pas se livrer à la pratique déloyale après la date de la garantie.

Garantie réputée un ordre

(2) Pour l'application de la présente loi, si la garantie d'observation volontaire est acceptée par le directeur, elle a la même valeur qu'un ordre du directeur.

Engagements

(3) La garantie d'observation volontaire peut comprendre les engagements que le directeur juge acceptables. À cette fin, celui-ci peut accepter un cautionnement ou une sûreté accessoire, pour le montant qu'il estime suffisant, pour garantir le remboursement des consommateurs et le remboursement des frais, notamment des frais d'enquête, au trésorier de l'Ontario. L.R.O. 1980, chap. 55, art. 9.

Enquête exigée par arrêté du ministre

10 Le ministre peut, par arrêté, nommer une personne pour faire une enquête sur une

matter to which this Act applies as may be specified in the Minister's order and the person appointed shall report the result of the investigation to the Minister and, for the purposes of the investigation, the person making it has the powers of a commission under Part II of the *Public Inquiries Act*, which Part applies to such investigation as if it were an inquiry under that Act. R.S.O. 1980, c. 55, s. 10.

Investigation
by Director

11.—(1) Where, upon a statement made under oath, the Director believes on reasonable and probable grounds that any person is contravening or is about to contravene any of the provisions of this Act or regulations or an order or assurance of voluntary compliance made or given pursuant to this Act, the Director may by order appoint one or more persons to make an investigation as to whether such a contravention of the Act, regulation, order or assurance of voluntary compliance has occurred and the person appointed shall report the result of the investigation to the Director.

Powers of
investigator

(2) For purposes relevant to the subject-matter of an investigation under this section, the person appointed to make the investigation may inquire into and examine the affairs of the person in respect of whom the investigation is being made and may,

- (a) upon production of his or her appointment, enter at any reasonable time the business premises of such person and examine books, papers, documents and things relevant to the subject-matter of the investigation; and
- (b) inquire into the transactions, business affairs, management and practices that are relevant to the subject-matter of the investigation,

and for the purposes of the inquiry, the person making the investigation has the powers of a commission under Part II of the *Public Inquiries Act*, which Part applies to such inquiry as if it were an inquiry under that Act.

Obstruction
of investi-
gator

(3) No person shall obstruct a person appointed to make an investigation under this section or withhold from him or her or conceal or destroy any books, papers, documents or things relevant to the subject-matter of the investigation.

Search
warrant

(4) Where a justice of the peace is satisfied, upon an application made without notice by the person making an investigation under this section, that the investigation has been ordered and that such person has been appointed to make it and that there is reasonable grounds for believing there are in any building, dwelling, receptacle or place any books, papers, documents or things

question qu'il précise et à laquelle s'applique la présente loi. L'enquêteur fait rapport au ministre du résultat de son enquête. Aux fins de l'enquête, l'enquêteur est investi des pouvoirs conférés à une commission par la partie II de la *Loi sur les enquêtes publiques*, laquelle partie s'applique à l'enquête de la même façon que s'il s'agissait d'une enquête effectuée en vertu de cette loi. L.R.O. 1980, chap. 55, art. 10.

Enquête du
directeur

11 (1) Si le directeur a des motifs raisonnables et probables de croire, sur la foi d'une déclaration faite sous serment, qu'une personne contrevient ou s'apprête à contrevir à la présente loi ou aux règlements, ou à un ordre donné ou à une garantie d'observation volontaire fournie en vertu de la présente loi, il peut, au moyen d'un ordre, nommer une ou plusieurs personnes pour faire une enquête afin de déterminer si une telle contravention a été commise. La personne nommée présente au directeur un rapport sur son enquête.

Pouvoirs de
l'enquêteur

(2) À des fins propres à l'enquête effectuée en vertu du présent article, l'enquêteur peut se renseigner sur les activités de la personne qui fait l'objet de l'enquête et peut :

- a) sur présentation d'une preuve de sa nomination, entrer à une heure convenable dans les locaux commerciaux de la personne intéressée et examiner les livres, papiers, documents et objets relatifs à l'objet de l'enquête;
- b) se renseigner sur les opérations, les activités commerciales, la gestion et les pratiques relatives à l'enquête.

Aux fins de l'enquête, l'enquêteur est investi des pouvoirs conférés à une commission par la partie II de la *Loi sur les enquêtes publiques*, laquelle partie s'applique à l'enquête de la même façon que s'il s'agissait d'une enquête effectuée en vertu de cette loi.

Entrave à
l'action de
l'enquêteur

(3) Nul ne doit entraver l'action de l'enquêteur nommé en vertu du présent article ni dissimuler, détruire ou refuser de lui fournir des livres, papiers, documents ou objets relatifs à l'objet de l'enquête.

Mandat de
perquisition

(4) Si un juge de paix, à la suite de la demande sans préavis présentée par la personne qui effectue l'enquête prévue au présent article, est convaincu que l'enquête a été ordonnée, que cette personne a été nommée pour l'effectuer et qu'il existe des motifs raisonnables de croire que des livres, papiers, documents ou objets concernant la personne sur laquelle porte l'enquête et l'objet de l'en-

relating to the person whose affairs are being investigated and to the subject-matter of the investigation, the justice of the peace may, whether or not an inspection has been made or attempted under clause (2) (a), issue an order authorizing the person making the investigation, together with such police officer or officers as he or she calls upon to assist him or her, to enter and search, if necessary by force, such building, dwelling, receptacle or place for such books, papers, documents or things and to examine them, but every such entry and search shall be made between sunrise and sunset unless the justice of the peace, by the order, authorizes the person making the investigation to make the search at night.

Removal of books, etc.

(5) Any person making an investigation under this section may, upon giving a receipt therefor, remove any books, papers, documents or things examined under clause (2) (a) or subsection (4) relating to the person whose affairs are being investigated and to the subject-matter of the investigation for the purpose of making copies of such books, papers or documents, but such copying shall be carried out with reasonable dispatch and the books, papers or documents in question shall be promptly thereafter returned to the person whose affairs are being investigated.

Admissibility of copies

(6) Any copy made as provided in subsection (5) and certified to be a true copy by the person making the investigation is admissible in evidence in any action, proceeding or prosecution as proof, in absence of evidence to the contrary, of the original book, paper or document and its contents.

Appointment of experts

(7) The Minister or Director may appoint any expert to examine books, papers, documents or things examined under clause (2) (a) or under subsection (4).

Report

(8) Where, upon the report of an investigation made under subsection (1), it appears to the Director that a person may have contravened any of the provisions of this Act or the regulations, the Director shall send a full and complete report of the investigation, including the report made to him or her, any transcript of evidence and any material in the possession of the Director relating thereto, to the Minister. R.S.O. 1980, c. 55, s. 11.

Order to refrain from dealing with assets

12.—(1) Where,

- (a) an investigation of any person has been ordered under section 11; or
- (b) an order has been issued against a person under section 6 or 7; or
- (c) an assurance of voluntary compliance has been given under section 9,

quête, se trouvent dans un bâtiment, un logement, un réceptacle ou un lieu, il peut, qu'une inspection ait eu lieu ou ait été tentée ou non en vertu de l'alinéa (2) a), rendre une ordonnance autorisant l'enquêteur et le ou les agents de police qu'il peut appeler à son aide à entrer et à perquisitionner, par la force au besoin, dans ce bâtiment, ce logement, ce réceptacle ou ce lieu, pour chercher et examiner ces livres, papiers, documents ou objets. L'entrée et la perquisition sont exécutées entre le lever et le coucher du soleil, à moins que le juge de paix, dans son ordonnance, n'autorise l'enquêteur à faire la perquisition de nuit.

(5) La personne qui effectue une enquête en vertu du présent article peut enlever, contre récépissé, les livres, papiers, documents ou objets visés à l'alinéa (2) a) ou au paragraphe (4) qui sont relatifs à la personne sur laquelle porte l'enquête et à l'objet de l'enquête dans le but d'en faire des copies. Les copies sont faites avec une célérité raisonnable et les originaux promptement remis à la personne sur laquelle porte l'enquête.

Saisie des livres

(6) Les copies faites en vertu du paragraphe (5) et certifiées conformes par l'enquêteur sont admissibles en preuve dans une action, instance ou poursuite. Elles constituent une preuve, en l'absence de preuve contraire, tant de l'original que de son contenu.

Admissibilité des copies

(7) Le ministre ou le directeur peut nommer un expert chargé d'examiner les livres, papiers, documents ou objets examinés en vertu de l'alinéa (2) a) ou du paragraphe (4).

Nomination d'experts

(8) Si après avoir pris connaissance du rapport d'enquête présenté conformément au paragraphe (1), le directeur est d'avis qu'une personne peut avoir enfreint l'une des dispositions de la présente loi ou des règlements, le directeur envoie au ministre un rapport complet et détaillé de l'enquête, y compris le rapport qui lui a été présenté, toutes les transcriptions de témoignages et toutes les pièces pertinentes qu'il a en sa possession. L.R.O. 1980, chap. 55, art. 11.

Rapport

12 (1) Si dans l'un des cas suivants :

- a) une enquête sur une personne a été ordonnée en vertu de l'article 11;
- b) un ordre a été donné ou une ordonnance rendue contre une personne en vertu de l'article 6 ou 7;
- c) une garantie d'observation volontaire a été fournie en vertu de l'article 9,

Transactions interdites quant à l'actif

the Director, if he or she believes it advisable for the protection of consumers of the person referred to in clause (a), (b) or (c) may, in writing or by telegram, direct any person having on deposit or under control or for safekeeping any assets or trust funds of the person referred to in clause (a), (b) or (c) to hold such assets or trust funds or direct the person referred to in clause (a), (b) or (c) to refrain from withdrawing any such assets or trust funds from any person having any of them on deposit or under control or for safekeeping or to hold such assets or any trust funds of clients, customers or others in his, her or its possession or control in trust for any interim receiver, custodian, trustee, receiver or liquidator appointed under the *Bankruptcy Act* (Canada), the *Courts of Justice Act*, the *Corporations Act*, the *Business Corporations Act* or the *Winding-up Act* (Canada), or until the Director revokes or the Tribunal cancels such direction or consents to the release of any particular assets or trust funds from the direction but, in the case of a bank, loan or trust corporation, the direction only applies to the office, branches or agencies thereof named in the direction.

Bond in lieu

(2) Subsection (1) does not apply where the person referred to in clause (1) (a), (b) or (c) files with the Director,

- (a) a personal bond accompanied by collateral security;
- (b) a bond of a guarantee company approved under the *Guarantee Companies Securities Act*; or
- (c) a bond of a guarantor, other than a guarantee company, accompanied by collateral security,

in such form, terms and amount as the Director determines. R.S.O. 1980, c. 55, s. 12 (1), (2).

Application for direction

(3) Any person in receipt of a direction given under subsection (1), if in doubt as to the application of the direction to any assets or trust funds, or in case of a claim being made thereto by a person not named in the direction, may apply to a judge of the Ontario Court (General Division) who may direct the disposition of such assets or trust funds and may make such order as to costs as seems just. R.S.O. 1980, c. 55, s. 12 (3), *revised*.

Application for cancellation of direction or registration

(4) Any person referred to in clause (1) (a), (b) or (c) in respect of whom a direc-

le directeur, s'il le juge opportun pour la protection des consommateurs qui sont des clients de la personne visée à l'alinéa a), b) ou c) peut, par écrit ou par télégramme, ordonner à la personne qui est le dépositaire ou qui a le contrôle ou la garde de biens ou de fonds en fiducie de la personne visée à l'alinéa a), b) ou c) de les retenir. Il peut aussi ordonner à la personne visée à l'alinéa a), b) ou c) de s'abstenir de retirer ces biens ou fonds en fiducie des mains de la personne qui en est le dépositaire, qui en a le contrôle ou la garde, ou lui ordonner de conserver les biens ou fonds en fiducie de clients ou d'autres personnes dont elle est le dépositaire ou dont elle a le contrôle en fiducie, pour le compte d'un séquestre intérimaire, d'un gardien, d'un syndic, d'un séquestre ou d'un liquidateur nommé en vertu de la *Loi sur la faillite* (Canada), de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*, de la *Loi sur les personnes morales*, de la *Loi sur les sociétés par actions* ou de la *Loi sur les liquidations* (Canada) ou jusqu'à ce que le directeur ou la Commission annule sa directive ou consente à soustraire un bien ou un fonds en fiducie déterminé à l'application de la directive. Toutefois, s'il s'agit d'une banque ou d'une société de prêt ou de fiducie, la directive ne vise que le bureau, les succursales ou les agences qui y sont désignés.

Cautionnement

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si la personne visée à l'alinéa (1) a), b) ou c) dépose auprès du directeur, dans la forme et selon les conditions et le montant qu'il fixe, un des cautionnements suivants :

- a) un cautionnement personnel accompagné d'une garantie accessoire;
- b) le cautionnement d'une compagnie de cautionnement agréée en vertu de la *Loi sur les compagnies de cautionnement*;
- c) un cautionnement d'un garant autre qu'une compagnie de cautionnement, accompagné d'une garantie accessoire. L.R.O. 1980, chap. 55, par. 12 (1) et (2).

(3) En cas de doute quant aux biens ou au fonds en fiducie visés par la directive ou s'ils sont réclamés par une personne qui n'est pas nommée dans la directive, un juge de la Cour de l'Ontario (Division générale) peut, à la requête de la personne qui a reçu la directive donnée en vertu du paragraphe (1), ordonner la disposition des biens ou du fonds en fiducie et rendre l'ordonnance qu'il estime juste quant aux dépens. L.R.O. 1980, chap. 55, par. 12 (3), *révisé*.

Requête en vue d'obtenir une directive

(4) La personne visée à l'alinéa (1) a), b) ou c) à l'égard de laquelle le directeur a

Requête en annulation de la directive

tion has been given by the Director under subsection (1) may, at any time, apply to the court for cancellation in whole or in part of the direction and the court shall dispose of the application after a hearing and may, if it finds that such a direction is not required in whole or in part for the protection of consumers of the applicant or that the interests of other persons are unduly prejudiced thereby, cancel the direction in whole or in part, and the applicant, the Director and such other persons as the court may specify are parties to the proceedings before the court. R.S.O. 1980, c. 55, s. 12 (4).

Service of
notice

13. Any notice or document required by this Act to be served or given may be served or given personally or by registered mail addressed to the person to whom notice is to be given at the person's last known address and, where notice is served or given by mail, the service shall be deemed to have been made on the fifth day after the day of mailing unless the person to whom notice is given establishes that, acting in good faith, through absence, accident, illness or other cause beyond his, her or its control the notice was not received or it was not received until a later date. R.S.O. 1980, c. 55, s. 13.

Matters
confidential

14.—(1) Every person employed in the administration of this Act, including any person making an inquiry, inspection or an investigation under section 10 or 11 shall preserve secrecy in respect of all matters that come to his or her knowledge in the course of his or her duties, employment, inquiry, inspection or investigation and shall not communicate any such matters to any other person except,

- (a) as may be required in connection with the administration of this Act and the regulations or any proceedings under this Act or the regulations;
- (b) to his or her counsel or to the court in any proceeding under this Act or the regulations;
- (c) to inform the consumer involved of an unfair practice and of any information relevant to the consumer's rights under this Act; or
- (d) with the consent of the person to whom the information relates.

Testimony in
civil suit

(2) No person to whom subsection (1) applies shall be required to give testimony in any civil suit or proceeding with regard to information obtained by the person in the course of his or her duties, employment, inquiry, inspection or investigation except in a proceeding under this Act or the regulations. R.S.O. 1980, c. 55, s. 14.

donné une directive en vertu du paragraphe (1) peut, en tout temps, demander, par voie de requête, au tribunal d'annuler, en totalité ou en partie, la directive. Le tribunal statue sur la requête à la suite d'une audience et, s'il conclut que cette directive n'est pas, en totalité ou en partie, nécessaire à la protection des consommateurs qui sont des clients du requérant ou que les droits d'autres personnes se trouvent lésés, le tribunal peut annuler la directive en totalité ou en partie. Le requérant, le directeur et les autres personnes que peut indiquer le tribunal sont parties à l'instance devant le tribunal. L.R.O. 1980, chap. 55, par. 12 (4).

Signification
des avis

13 Les avis ou les documents qui doivent être signifiés ou donnés aux termes de la présente loi peuvent être signifiés ou donnés à personne ou envoyés par courrier recommandé à la dernière adresse connue du destinataire. Si un avis est signifié ou donné par la poste, la signification est réputée effectuée le cinquième jour qui suit la date de la mise à la poste, à moins que le destinataire de l'avis ne démontre qu'il ne l'a pas reçu ou qu'il ne l'a reçu, en toute bonne foi, qu'à une date ultérieure par suite de son absence, d'un accident ou d'une maladie, ou pour une autre raison indépendante de sa volonté. L.R.O. 1980, chap. 55, art. 13.

Secret profes-
sionnel

14 (1) Les personnes qui participent à l'application de la présente loi, y compris celles qui font une inspection ou une enquête en vertu de l'article 10 ou 11, doivent garder le secret sur les renseignements qui viennent à leur connaissance dans l'exercice de leurs fonctions ou en cours d'inspection ou d'enquête, et ne les communiquent à personne sauf :

- a) si l'application de la présente loi et des règlements ou les instances introduites en vertu de la présente loi ou des règlements les y oblige;
- b) à leur avocat ou au tribunal lors d'une instance introduite en vertu de la présente loi ou des règlements;
- c) pour informer le consommateur intéressé d'une pratique déloyale et des droits que lui confère la présente loi;
- d) avec le consentement de la personne que les renseignements concernent.

(2) La personne à qui s'applique le paragraphe (1) n'est pas tenue de témoigner dans une action ou une instance civile, relativement aux renseignements qu'elle a obtenus dans l'exercice de ses fonctions, de son emploi, de son enquête, ou de son inspection, à l'exclusion d'une instance engagée en

Témoignage
dans une
action civile

Certificate of
Director as
evidence

15. A copy of an order or assurance of voluntary compliance purporting to be certified by the Director is, without proof of the office or signature of the Director, receivable in evidence as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated therein for all purposes in any action, proceeding or prosecution. R.S.O. 1980, c. 55, s. 15.

Regulations

16.—(1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) requiring persons engaging in a business that includes consumer representations or any class of them to make such returns and furnish such information to the Director as is prescribed;
- (b) requiring any information required or permitted to be furnished to the Director or contained in any form or return to be verified by affidavit;
- (c) subject to subsection (2), adding to the consumer representations that are deemed to be unfair practices under paragraph 1 of section 2;
- (d) exempting any class of person or type of consumer from this Act or the regulations or any provision thereof;
- (e) requiring the payment of fees in respect of the inspection of public records maintained under section 5;
- (f) prescribing forms for the purposes of this Act and providing for their use;
- (g) prescribing the form, terms and collateral security for bonds given with assurances of voluntary compliance and providing for the forfeiture of bonds and the disposition of the proceeds.

Regulation
re additional
unfair prac-
tices

(2) A regulation under clause (1) (c) may be made when the Assembly is recessed or not in session and expires with the prorogation of the resumed session or of the next ensuing session, as the case may be. R.S.O. 1980, c. 55, s. 16.

Offences

17.—(1) Every person who, knowingly,

vertu de la présente loi ou des règlements. L.R.O. 1980, chap. 55, art. 14.

15 Les copies des ordres ou des garanties d'observation volontaire présentées comme étant certifiées conformes par le directeur sont, sans qu'il soit nécessaire d'établir la qualité du signataire ou l'authenticité de sa signature, recevables comme preuve, en l'absence de preuve contraire, des faits qui y sont énoncés à tous égards dans une action, une instance ou une poursuite en justice. L.R.O. 1980, chap. 55, art. 15.

Force pro-
bante de l'at-
testation

16 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements

- a) exiger des personnes ou d'une catégorie de personnes qui se livrent à un commerce qui comporte des assertions relatives au consommateur qu'elles fournissent au directeur les rapports et les renseignements prescrits;
- b) exiger que les renseignements qui doivent ou qui peuvent être fournis au directeur ou qui sont inclus dans une formule ou un rapport, soient appuyés d'une déclaration faite sous serment;
- c) sous réserve du paragraphe (2), ajouter d'autres assertions relatives au consommateur à celles qui sont réputées des pratiques déloyales aux termes de la disposition 1 de l'article 2;
- d) soustraire une catégorie de personnes ou un type de consommateurs à l'application de la présente loi, des règlements ou de l'une de leurs dispositions;
- e) exiger le paiement des droits exigibles pour la consultation des dossiers publics tenus aux termes de l'article 5;
- f) prescrire des formules pour l'application de la présente loi et prévoir les modalités de leur emploi;
- g) prescrire la forme, les conditions et les garanties accessoires qui accompagnent les cautionnements fournis avec les garanties d'observation volontaire, et prévoir la réalisation de ces cautionnements et la disposition du produit.

(2) Un règlement peut être pris aux termes de l'alinéa (1) c) lorsque l'Assemblée législative a suspendu ses séances ou qu'il n'y a pas de session en cours. Il cesse d'être en vigueur au moment de la prorogation de la session qui a été reprise ou de la prorogation de la prochaine session, selon le cas. L.R.O. 1980, chap. 55, art. 16.

Autres
pratiques
déloyales

17 (1) Est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$ et d'un emprison-

Infractions

- (a) furnishes false information in an investigation under this Act;
- (b) contravenes a regulation;
- (c) fails to comply with any order or assurance of voluntary compliance made or entered into under this Act; or
- (d) obstructs a person making an investigation under section 10 or 11,

is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000 or to imprisonment for a term of not more than one year, or to both. R.S.O. 1980, c. 55, s. 17 (1); 1989, c. 72, s. 26, *part*.

Idem

(2) Every person who engages in an unfair practice other than an unfair practice prescribed by a regulation made under clause 16 (1) (c), knowing it to be an unfair practice is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000 or to imprisonment for a term of not more than one year, or to both. R.S.O. 1980, c. 55, s. 17 (2); 1989, c. 72, s. 26, *part*.

Corporation

(3) Where a corporation is convicted of an offence under subsection (1) or (2), the maximum penalty that may be imposed upon the corporation is \$100,000 and not as provided therein. R.S.O. 1980, c. 55, s. 17 (3); 1989, c. 72, s. 26, *part*.

Directors and officers

(4) Where a corporation has been convicted of an offence under subsection (1) or (2),

- (a) each director of the corporation; and
- (b) each officer, servant or agent of the corporation who was in whole or in part responsible for the conduct of that part of the business of the corporation that gave rise to the offence,

is a party to the offence unless the director, officer, servant or agent satisfies the court that he, she or it did not authorize, permit or acquiesce in the offence.

Limitation period

(5) No proceeding under this section shall be commenced more than two years after the time when the subject-matter of the proceeding arose.

Exemption re advertisements

(6) A representation or advertisement printed, published, distributed, broadcast or telecast by a person on behalf of another in the ordinary course of business under circum-

nement d'au plus un an, ou d'une seule de ces peines, la personne qui sciemment :

- a) donne de faux renseignements au cours d'une enquête tenue en vertu de la présente loi;
- b) contrevient à un règlement;
- c) ne se conforme pas à un ordre donné, à une ordonnance rendue ou à une garantie d'observation volontaire fournie en vertu de la présente loi;
- d) entrave l'action de la personne qui effectue une enquête prévue à l'article 10 ou 11. L.R.O. 1980, chap. 55, par. 17 (1); 1989, chap. 72, art. 26, *en partie*.

Idem

(2) La personne qui se livre à une pratique déloyale autre que celle qui est décrite dans un règlement pris aux termes de l'alinéa 16 (1) c) et qui la sait déloyale, est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$ et d'un emprisonnement d'au plus un an, ou d'une seule de ces peines. L.R.O. 1980, chap. 55, par. 17 (2); 1989, chap. 72, art. 26, *en partie*.

Personne morale

(3) La personne morale qui est déclarée coupable d'une infraction prévue au paragraphe (1) ou (2) est passible d'une amende d'au plus 100 000 \$, contrairement à ce que prévoit ce paragraphe. L.R.O. 1980, chap. 55, par. 17 (3); 1989, chap. 72, art. 26, *en partie*.

Administrateurs et dirigeants

(4) En cas de déclaration de culpabilité d'une personne morale aux termes du paragraphe (1) ou (2), sont parties à l'infraction à moins de convaincre le tribunal qu'ils n'ont ni autorisé ni toléré sa perpétration :

- a) les administrateurs de la personne morale;
- b) les dirigeants, employés ou représentants de la personne morale, chargés, en totalité ou en partie, de la conduite des activités commerciales de la personne morale qui ont donné lieu à l'infraction.

Prescription

(5) L'instance introduite aux termes du présent article se prescrit par deux ans après la naissance de l'objet de l'instance.

Exemption des messages publicitaires

(6) Une assertion ou un message publicitaire qu'une personne, dans le cours ordinaire de son commerce, imprime, publie, distribue, radiodiffuse ou télédiffuse pour le

stances that are not a contravention of subsection (2) shall not be deemed to be an unfair practice for the purposes of section 3, but this subsection shall not be applied to affect the application of section 6 to the representation. R.S.O. 1980, c. 55, s. 17 (4-6).

compte d'une autre personne dans des circonstances qui ne sont pas contraires au paragraphe (2), n'est pas réputée une pratique déloyale pour l'application de l'article 3. Toutefois, le présent paragraphe n'influe pas sur l'application de l'article 6 en ce qui concerne cette assertion. L.R.O. 1980, chap. 55, par. 17 (4) à (6).
